



Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Culture - Attribution de fonds de concours à la commune de Castries - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Classé au titre des monuments historiques, le château de Castries constitue, avec son jardin à la française dessiné par André Le Nôtre, jardinier du roi Louis XIV, et son aqueduc conçu par Paul Riquet, ingénieur du Canal du Midi, un des plus importants ensembles monumentaux du territoire métropolitain.

La commune de Castries ayant engagé un vaste programme de rénovation du monument, un fonds de concours d'un montant de 400 000 € lui a été attribué par Montpellier Méditerranée Métropole pour la première phase de l'opération.

Afin de poursuivre la réalisation de ce programme, la commune a sollicité un financement à hauteur de 400 000 € pour la deuxième phase de l'opération, dont le montant des travaux a été estimé à 1 429 617 € HT.

Cette deuxième phase consistera en l'aménagement de la salle des Etats du Languedoc et de la bibliothèque située au premier étage du bâtiment, ainsi qu'en la création d'un escalier de secours, l'aménagement d'une cour et d'un parking d'une cinquantaine de places, et la construction d'un ascenseur et des cheminements permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Compte tenu de la valeur patrimoniale de cet ensemble architectural, et conformément au contrat triennal conclu avec la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, il est proposé de répondre favorablement à cette demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Castries dans le cadre de la deuxième phase de l'opération de rénovation de son château,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74838-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- DCP 3M Convention Fonds de concours Investissement 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.